

DS Van 26/403
B. 2003

ISTITUTO ITALIANO DI CULTURA
(Bruxelles)
COMITÉ BELGE DE L'ISTITUTO PER LA STORIA DEL
RISORGIMENTO ITALIANO
SÉMINAIRE INTERUNIVERSITAIRE 1981-1982

ASPECTS DES RELATIONS DE LA BELGIQUE,
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
ET DES PAYS-BAS AVEC L'ITALIE :
1925-1940

sous la direction de

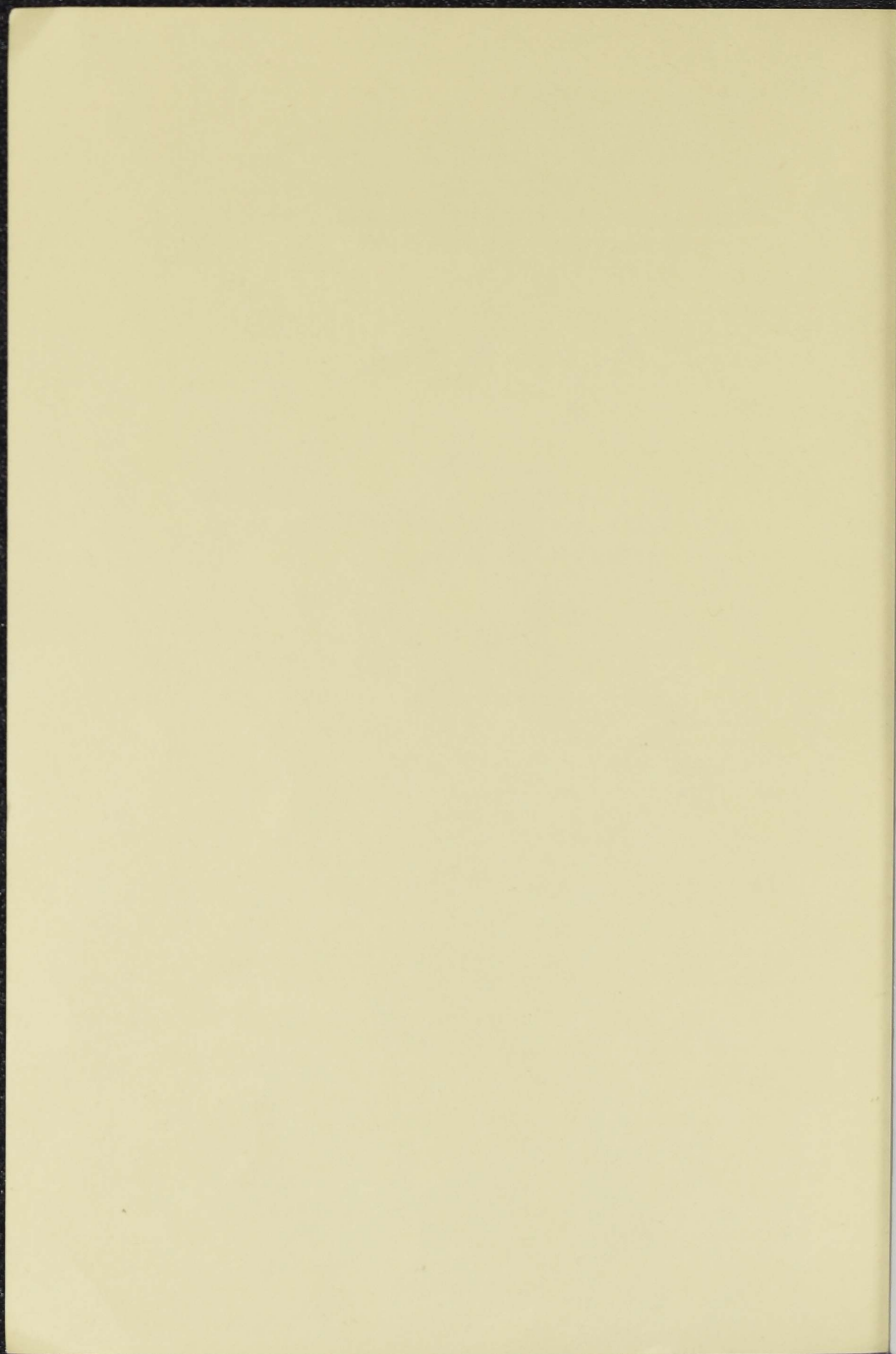
MICHEL DUMOULIN

JACQUES WILLEQUET

Extrait

BRUXELLES-BRUSSEL

1983



Don à l'U.D. d'Histoire
Milieu

A' Troy bien lais,
bien cordialement,
H. Jeunon

LA PRESSE LIEGEOISE ET LA POLITIQUE ITALIENNE
DU 25 SEPTEMBRE 1937 À LA SIGNATURE
DU PACTE D'ACIER DU 22 MAI 1939

par

Robert DEMOULIN
(Université de l'Etat, Liège)



La visite de Mussolini en Allemagne du 25 au 29 septembre 1937 marque le début de l'enquête, la conclusion du Pacte d'Acier le 22 mai 1939 en est le terme.

Ces limites indiquent assez le poids des relations entre les deux pays, l'Italie et l'Allemagne, ainsi que l'importance des rapports entre les deux dictateurs sur le cours général de la politique étrangère de l'Italie. Au long de ces vingt mois, le sort de l'Italie a été arrimé de plus en plus à celui de l'Allemagne. En 1937, Hitler appelait Mussolini son maître à penser, deux ans plus tard, le dictateur italien apparaissait comme un imitateur peu glorieux : à l'*Anschluss*, aux Sudètes, à la main-mise sur la Tchécoslovaquie, il ne pouvait opposer que la triste conquête de l'Albanie, le Vendredi-Saint 1939.

Le dépouillement exhaustif de la presse liégeoise a été fait pour cette période par les étudiants de 2e candidature de notre séminaire d'histoire contemporaine au cours de l'année académique 1980-1981, M. Francis Balace, chef de travaux, les ayant guidés dans leurs recherches.

Peut-être me permettez-vous de rafraîchir vos mémoires et de vous rappeler succinctement les principaux événements de cette période ?

Depuis le discours de Milan du 1er novembre 1936 dans lequel Mussolini a défini les accords conclus avec l'Allemagne, cette verticale Berlin-Rome n'étant pas une cloison étanche mais "plutôt un axe autour duquel peuvent évoluer tous les Etats européens animés d'une volonté de collaboration et de paix", l'axe Rome-Berlin est

une donnée fondamentale de la politique internationale. Le 6 novembre 1937, l'Italie adhère au pacte anti-komintern. La guerre d'Ethiopie, d'abord, la guerre d'Espagne, surtout, ont rapproché les deux dictateurs. La guerre d'Espagne se poursuit dans des conditions atroces et la non-intervention est une fiction. Le retrait des volontaires pèse sur toutes les négociations, surtout sur les relations avec la Grande-Bretagne où, le 20 février 1938, Eden donne sa démission. Il faudra attendre le 15 octobre 1938 pour que dix mille "volontaires" italiens quittent l'Espagne, en application de l'accord anglo-italien du 16 avril 1938.

Mussolini restera inerte en mars 1938 lorsque les troupes allemandes entrèrent en Autriche le 11 mars 1938. Lié de plus en plus à l'Allemagne, il soutient ses revendications sur les Sudètes, mais sera heureux d'accepter l'invitation de Neville Chamberlain à une conférence à quatre pour régler ce problème et demandera à Hitler, le 28 septembre à 11 h 40, un report de 24 heures de la mobilisation allemande. La paix est sauvée à Munich mais la Tchécoslovaquie est brisée.

Mussolini jouit à ce moment d'un réel prestige dans de nombreux milieux. Il ne tire pas profit de la reconnaissance par la France du "roi d'Italie et empereur d'Ethiopie", pas plus que de l'exécution de l'accord de Pâques conclu avec la Grande-Bretagne. L'Italie se lance dans une campagne de revendications à l'adresse de la France. Le 30 novembre, les députés crient "Tunisie, Djibouti, Corse" et la presse ajoutera "Nice, Savoie". L'Allemagne ne soutint pas ces revendications repoussées vigoureusement par l'opinion et le gouvernement français. Entre l'Italie et la France, la tension dure tout l'hiver.

Le 14 mars 1939, la Slovaquie proclame son indépendance et dans la nuit suivante, les troupes allemandes envahissent la Bohême-Moravie, qui est incorporée au Reich. Mussolini, meurtri dans son orgueil et qui avait constaté comme son gendre que l'Axe ne fonctionnait qu'en faveur d'un seul partenaire, se jette sur l'Albanie, le Vendredi-Saint, 7 avril 1939.

Le 22 mai, à Berlin, est enfin signé le traité d'alliance militaire, le Pacte d'Acier, réclamé depuis des mois par l'Allemagne, la tension avec la France ayant sans doute fait fléchir Mussolini.

Comment a évolué la politique belge au cours de cette période agitée, c'est ce qu'il faut très rapidement rappeler.

La politique d'indépendance, définie le 14 octobre 1936 par Léopold III est exécutée par les gouvernements qui se succèdent. Paul Van Zeeland quitte le pouvoir le 25 octobre 1937, à la suite des

remous provoqués par l'affaire de la Banque nationale, interpellation Sap en mars, instruction du Parquet de Bruxelles. Après une crise d'un mois, Paul-Emile Janson forma un nouveau gouvernement, tripartite. Pour la première fois depuis 1884, un libéral était à sa tête.

Le 13 mai 1938, le départ de trois ministres catholiques-conservateurs qui réclament des restrictions budgétaires, entraîne la chute du Cabinet. Le neveu succède à l'oncle, Paul-Henri Spaak est le premier socialiste chef de gouvernement en Belgique. Sa politique à l'égard de Burgos divise son parti. L'affaire Martens provoqua la chute de son gouvernement le 9 février 1939. Un cabinet catholique-socialiste, formé par Hubert Pierlot dura huit jours. Le Parlement fut dissous. Aux élections du 2 avril 1939, les rexistes perdaient 17 de leurs 21 sièges, les libéraux et les catholiques en gagnaient chacun dix, les socialistes perdaient six sièges. Le 18 avril, Hubert Pierlot constituait un cabinet catholique-libéral qui, le 3 septembre, s'élargit aux socialistes, une nouvelle Union sacrée.

Après avoir rappélé les grands événements internationaux et nationaux, laissez-moi vous présenter la presse liégeoise. Si nous disposons d'une brillante étude du regretté André Cordewiener sur la presse liégeoise de 1830 à 1850 et d'un répertoire devenu classique de Paul Gérin et Marie-Louise Warnotte sur cette presse de 1850 à 1914, nous n'avons pas encore de synthèse pour l'entre-deux-guerres.

Au sortir du premier conflit mondial, les quotidiens traditionnels reparurent. Le *Journal de Liège*, le plus ancien, il remonte à 1764, la *Gazette de Liège* qui devait célébrer son centenaire en 1940, *La Meuse*, fondée en 1855, *L'Express*, plus récent, il date de 1892, *La Wallonie* de 1920.

Trois de ces journaux défendaient les idées libérales mais de tendances différentes. Le *Journal de Liège* avait été le moniteur du libéralisme doctrinaire, incarné par Frère-Orban. *La Meuse* était l'expression d'un libéralisme moins rigoureux et, dès avant 1914, inclinait vers des formes nouvelles de présentation, après 1918, elle devint de plus en plus un journal de grande information, mettant en veilleuse son libéralisme. Néanmoins, celui-ci était toujours professé par ses dirigeants. *L'Express* était, sans bavures, l'organe des progressistes et de sa naissance en 1892 à sa disparition en 1946, il ne dévia pas d'une ligne de son anti-cléricalisme, de sa volonté de progrès social, de sa défense des petites gens, de sa passion pour la Wallonie

et pour la France. *L'Express* était à Liège un parfait organe du radical-socialisme français, tel qu'il inspira la politique de la III^e République pendant de longues années.

Avec la même fidélité à ses idées et la même constance, la *Gazette de Liège* défendait avec opiniâtreté le catholicisme, la religion d'abord, le parti ensuite.

Le socialisme si puissant dans la région avait été longtemps sans organe de presse. Des tentatives avaient avorté avant 1914. L'édition régionale du *Peuple* prit de plus en plus d'extension; le 1^{er} décembre 1920, *Le Peuple de Liège* devint *La Wallonie socialiste* par élimination de la publicité et des faits divers bruxellois et par le développement des informations locales. Le 17 avril 1923, elle prit le titre de *La Wallonie*, organe quotidien de la démocratie socialiste; ce ne sera qu'en 1926 que l'influence de la puissante fédération liégeoise des métallurgistes s'affirma. Cependant, jusqu'à la guerre, *La Wallonie* et *Le Peuple* restent étroitement liés.

Sur l'organisation et la diffusion de ces journaux précisément à notre époque, nous avons eu la chance toute récente de mettre la main, aux archives du quai d'Orsay, sur un rapport du 30 juin 1938 du troisième secrétaire à l'ambassade de France à Bruxelles, Bertrand Rochereau de la Sablière, qui a terminé sa carrière comme ambassadeur à Tel-Aviv en 1967 (1). Nous extrayons de ce long rapport sur la Presse belge les passages qui nous paraissent les plus utiles pour notre étude. Il n'est pas besoin de préciser que le rapport est construit du point de vue de l'attitude de la presse belge à l'égard de la France.

"*Le Journal de Liège*, Directeur M. HORRENT, tirage 5.000 exemplaires. Journal libéral doctrinaire, entièrement entre les mains de la haute industrie liégeoise qui est, dans sa majorité, attachée à cette opinion."

"*Le Journal de Liège* était d'allure et de sentiments très francophiles avant l'avènement du Gouvernement du Front Populaire en France. Les appréciations à notre égard de cet organe de grands patrons sont alors devenues moins favorables mais sa francophilie a continué à se manifester en matière de politique étrangère où il n'a cessé de soutenir notre Pays avec une grande vigueur" (2).

(1) *Annuaire diplomatique et consulaire*, 1967, p. 927.

(2) ARCHIVES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, FRANCE (A.M.A.E.F.), Europe 1930-1940, Belgique, 171. Presse, fol. 216.

La donnée la plus précieuse est celle sur le tirage, fort modeste, 5.000 exemplaires. La vie financière difficile du *Journal de Liège* était bien connue. Le directeur, Désiré Horrent, est une figure respectée du libéralisme liégeois. Député de Liège, il a été abattu par les rexistes en 1943.

Le rapport sur *La Meuse* est plus dense. "*La Meuse* (Liège), fondée en 1859 (1855), appartient au Chevalier Maurice de Thier qui la dirige avec l'aide de ses fils. Elle tire à 80 ou 85.000 exemplaires, suivant les sources d'information. Journal bien présenté, comportant de nombreuses photographies, un peu suivant la formule de *Paris-Soir*. Sa rédaction ne vaut pas sa présentation. Toutefois son influence est considérable dans les Provinces de Liège et de Luxembourg.

La Meuse est d'opinion libérale modérée. Elle ne prend jamais vigoureuement partie (sic), sauf quand il s'agit de défendre les droits des Wallons, la culture et la langue françaises. Elle est le reflet de l'opinion publique wallonne et son attitude est plus ou moins accentuée suivant l'état des esprits et des aspirations de la population".

Le paragraphe suivant du rapport est, pour nous, fort important et éclaire l'attitude du journal sur le problème qui nous réunit ce matin. "Il faut cependant noter que des influences de famille s'exercent sur M. Maurice de Thier et ne sont peut-être pas sans modifier parfois certaines tendances du journal. Une de ses filles a épousé un ingénieur italien, M. Pani, qui serait en rapport avec les organisations fascistes (3). Ce fait pourrait être à l'origine des articles sympathiques que *La Meuse* a consacré, en différentes circonstances, à la politique italienne. D'autre part, les tendances conservatrices de *La Meuse* l'ont conduite à montrer quelque hostilité, depuis deux ans, au Gouvernement français, en conservant d'ailleurs à ces critiques un ton modéré".

Venons-en aux aspects financiers qui sont révélateurs des liens avec Havas et l'influence française ainsi exercée. "*La Meuse* est une très belle affaire financière qui a été mal gérée (4). Le Département

(3) Il s'agit de Suzanne Pirlot, fille de Marie Boucher, veuve Pirlot, seconde épouse de Maurice de Thier. Cfr la généalogie de la famille de Thier, in D. LAMBRETTE, *Le journal "La Meuse" 1855-1955...*, p. 127.

(4) Voir notamment télégramme Sarrien, consul général à Liège transmis par l'ambassadeur Laroche à Paris, 27.1.1937, 19h03 reçu le 27 à 20h20. *La Meuse* devait verser 31.000 frs à la régie d'électricité avant le 31.12.1936 en acompte sur les notes d'électricité impayées. Le versement n'ayant pas encore été effectué, la ville de LIEGE vient de mettre en demeure le propriétaire de ce journal de liquider sa dette avant la fin de janvier. Elle lui a fait savoir en outre que faute de

connaît bien les difficultés advenues à l'imprimerie *Le Travail* dépendant de *La Meuse* et l'accord survenu avec l'Agence Européenne de Publicité, filiale de l'Agence Havas pour rembourser par tranches, moyennant des garanties sur la publicité du journal les dettes provenant de la déconfiture de l'Imprimerie. La surveillance d'Havas a fait disparaître ou réduire très largement les manifestations onéreuses (Conférences françaises, expositions françaises, coupe d'escrime annuelle, congrès gastronomique) organisée par *La Meuse* jusqu'à ces dernières années".

Quant à la rédaction, "M. Detry, correspondant du *Temps*, qui rédigeait la rubrique de politique étrangère de *La Meuse*, a quitté ce journal. Il a été remplacé dans cette rubrique par M. Moers, secrétaire de la rédaction, qui écrit ses articles sous l'inspiration de M. de Thier.

Melle Yvonne Dusser, correspondante de *l'Oeuvre*, dirige la rubrique parlementaire et des informations politiques" (5).

Rochereau de la Sablière signale par ailleurs qu'Yvonne Dusser est socialiste.

Venons-en à *L'Express*. "Le journal liégeois est radical-socialiste. Il dépend financièrement de la *Dernière Heure* (6). Le comité de rédaction était présidé, jusqu'à ces derniers temps, par M. Magnette, Ministre d'Etat, ancien président du Sénat, qui est mort récemment (7). *L'Express* est maintenant dirigé par Mme Alexandre. Il est l'organe de la politique de MM. Jennissen et Buisseret, Chefs du parti libéral avancé (radicaux socialistes liégeois). Malgré son faible tirage, de 10 à 15.000 exemplaires, *L'Express* est un organe influent. Ce journal nous est entièrement dévoué et adopte toujours une attitude qui nous est favorable, même si des intérêts belges sont en jeu. C'est avec *l'Action Wallonne* l'organe le plus francophile de Belgique" (8).

Voilà pour la presse libérale. Passons à la *Gazette de Liège* pour laquelle les appréciations sont significatives pour notre enquête. "La *Gazette de Liège*, catholique, directeur M. Demarteau, a un tirage de 20 à 40.000 exemplaires suivant les sources d'information. Ce jour-

palement à cette date, elle poursuivrait sans délai le recouvrement de la créance (par les) voies judiciaires. Cette mesure serait susceptible de provoquer la faillite". A.M.A.E.F., Europe 1930-1940, Belgique 170.

(5) A.M.A.E.F., Europe 1930-1940, Belgique 171, fol. 220.

(6) En 1946 *L'Express* fut absorbé par ce journal.

(7) Charles MAGNETTE, né à Virton le 3 novembre 1863, est mort à Liège le 18 octobre 1937.

(8) A.M.A.E.F., Europe 1930-1940, Belgique 171, fol. 213.

nal a été pendant ces deux dernières années hostile au Gouvernement français. En politique étrangère, il est nettement anti-allemand, mais critique souvent la politique étrangère de notre Pays. Si M. Demarteau est certainement francophile, par contre son beau-frère M. Albert Dessart, admirateur complet de l'Italie et titulaire de la rubrique étrangère au journal, ne manque jamais de faire des comparaisons entre la France et cette puissance toujours défavorables à la première.

Le rexisme a porté un coup sérieux à l'influence du journal dans certains milieux catholiques. Il semble pourtant que cette défaveur soit en voie de se résorber" (9).

Sur *La Wallonie*, Rochereau de la Sablière est fort bref : "*La Wallonie*, journal socialiste, est dirigée par M. Delvigne. Le chiffre de son tirage varie entre 40.000 et 80.000 exemplaires suivant les sources d'information. Cette feuille est une édition régionale du *Peuple* qui comporte cependant des articles de fonds écrits par des rédacteurs liégeois.

Très francophile, ce journal influent soutient, en toutes matières, la politique française" (10).

Le consul général de France à Liège, Ferdinand Sarrien, louait aussi la francophilie de Delvigne qui "ne craint pas d'exposer souvent le point de vue socialiste wallon en opposition avec le point de vue socialiste flamand ... Très sympathique à notre Pays, dont il a toujours été un fervent admirateur, il n'a jamais oublié de saisir toutes les occasions qui lui étaient offertes pour exalter le génie français dans tous les domaines" (11).

Rochereau, dans la note concernant *Le Peuple*, indique que le tirage de *La Wallonie* est de 40.000 numéros, "qu'elle a une rédaction et des services autonomes, mais elle utilise abondamment les flans du *Peuple* et ses articles politiques". De cette note sur *Le Peuple*, retenons encore, étant donné le nombre considérable d'articles de ce journaliste dans *La Wallonie*, l'appréciation sur Joseph Saxe. "Les articles de politique étrangère sont rédigés sous le pseudonyme de

(9) A.M.A.E.F., Europe 1930-1940, Belgique 171, fol. 215.

(10) A.M.A.E.F., ib., fol. 228.

(11) A.M.A.E.F., Europe 1930-1940, Belgique 170. Sarrien, consul général de France au ministre des Affaires étrangères, Liège, 3 mars 1937. Sarrien a d'ailleurs rendu à I. Delvigne un service en faisant libérer son fils dans un temps très court, de son engagement à la Légion étrangère.

Jexas, par M. Joseph Saxe, israélite hongrois, d'autres disent ukrainien, naturalisé belge depuis quelques années. M. Jexas, journaliste de talent, qui était très germanophile, défend les thèses françaises depuis l'arrivée du hitlérisme au pouvoir en Allemagne. M. Jexas constituait la principale exception dans un journal généralement francophile".

Et Rochereau de la Sablière d'exprimer une réflexion de portée générale qui pourrait être une des conclusions de notre enquête. "Depuis son évolution en notre faveur, on peut considérer que *Le Peuple* nous est largement acquis, bien qu'il doive, comme la plupart des journaux belges, considérer les questions françaises (et nous pourrions remplacer, ici, françaises par italiennes) sous l'angle de la politique intérieure. Il n'y a guère de remèdes à cette tendance du journalisme belge surtout de langue française qui fait varier les sympathies avec les changements de systèmes gouvernementaux en France".

L'Action Wallonne, "organe des groupements wallons liégeois" faisait évidemment exception à cette règle. Elle a exercé une réelle influence dans certains milieux à la veille de la deuxième guerre mondiale. Cette publication bi-hebdomadaire est "avant tout un organe de "défense wallonne", présentant un caractère régionaliste et ne se réclamant d'aucun parti". Il réunit socialistes, libéraux et même catholiques, autour d'un programme commun anti-flamingant, très francophile et, à certains égards, de tendances autonomistes.

Le principal bailleur de fonds de *L'Action Wallonne* est M. Georges Thone, imprimeur. M. Detry, correspondant du *Temps* à Bruxelles, y écrit régulièrement (12).

Certains de nos meilleurs amis soutiennent *L'Action wallonne* dont l'activité est suivie par l'Ambassade avec une sympathie qui n'exclut pas la circonspection, en raison de quelques unes de ses tendances un peu poussées en matière de "wallingantisme" (13).

J'ai été trop long dans cette présentation de la presse liégeoise (14) mais il m'a paru nécessaire de vous donner ces précisions,

(12) Georges Arthur Detry mourut à 40 ans, le 11 avril 1939.

(13) A.M.A.E.F., Europe 1930-1940, Belgique 171, fol. 209, rapport Rochereau.

(14) Nous n'avons pas dépouillé *Le National Liégeois*, étant donné sa faible diffusion. Le rapport Rochereau de la Sablière confirme notre appréciation. "*Le National Liégeois* est dirigé par M. HOTERMAN. Son tirage atteint 1500 exemplaires. Il est en relations étroites avec la *Libre Belgique*, mais il n'apporte pas le

utilisant surtout une source inédite pour que vous puissiez mieux apprécier les prises de position des différents journaux.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'aux élections communales du 16 octobre 1938 à Liège, les socialistes avaient recueilli 31.001 voix, soit 31,54% des suffrages, 13 conseillers, les catholiques 22.405, 22,80%, 9 conseillers, les libéraux, 18.429, 18,83%, 7 conseillers, les rexistes 15.296, 15,57%, 6 conseillers et les communistes 10.468, 10,62%, 4 conseillers.

Quant aux résultats des élections législatives dans l'arrondissement de Liège, la comparaison des scrutins du 24 mai 1936 et du 2 avril 1939 s'impose. La stabilité du parti communiste (16,02% en 1939 contre 16,55% en 1936, 3 sièges), le léger recul socialiste (40,60% contre 42,20%, 6 sièges), le progrès sensible des catholiques (17,19% contre 12,28%, 2 sièges, gain d'un siège) récupérant une partie des voix perdues en 1936 au profit des rexistes, le doublement des libéraux passant de 8,57% à 17,06% (2 sièges au lieu d'un) profitant aussi de l'effondrement rexiste : 19,42% à 8,39%, de trois à un siège.

Six thèmes s'imposaient comme révélateurs d'une opinion : la guerre civile espagnole, l'Anschluss de mars 1938, la Conférence de Munich des 29 et 30 septembre 1928, la campagne irrédentiste italienne, ouverte par la manifestation du 30 novembre 1938, le coup de force sur l'Albanie du Vendredi Saint, 7 avril 1939 et la conclusion du Pacte d'Acier sont l'occasion de sentir le pouls des différents journaux. Nous accorderons aussi de l'attention aux réactions devant les mesures racistes du gouvernement italien dans la seconde moitié de 1938, car ces mesures ne sont guère inspirées par des raisons de politique intérieure, mais elles manifestent la dépendance de Mussolini à l'égard d'Hitler et le souci de s'attirer le monde arabe.

A l'automne 1937, *La Meuse* est favorable aux nationalistes espagnols et elle croit en la victoire de Franco. Nettement opposée à l'Union Soviétique, elle souhaite à l'Espagne un gouvernement d'ordre. De bonnes relations entre Londres et Rome sont nécessaires pour le maintien de la paix en Méditerranée. Son correspondant particulier à Londres, P.V. Johnston, défend la politique d'apaisement de Neville Chamberlain. L'anglophilie de *La Meuse* est constante. Elle est partagée par le *Journal de Liège* qui espère aussi le retrait

même fâcheux esprit envers nous. *Le National Liégeois* n'a d'ailleurs aucune influence, il est lu dans les milieux paysans". A.M.A.E.F., *ibid.*, p. 222.

des troupes italiennes. Pour le *Journal de Liège*, "Si l'Allemagne et l'Italie supportent incontestablement la responsabilité d'une abominable tuerie, elles peuvent invoquer l'immixtion des Soviets dans la politique intérieure de l'Espagne dont ils ont cherché à détourner à leur profit le mouvant d'émancipation républicaine de 1936" (15).

Un même sentiment anglophile anime *L'Express*. Mais c'est l'opposition de Sa Majesté qui est louée. *L'Express* fait de larges emprunts au libéral-radical *News Chronicle*, et plus spécialement aux articles du célèbre journaliste Vernon Bartlett. Les réactions différentes de *La Meuse* et de *L'Express*, lors de la démission d'Anthony Eden, le 18 février 1938, manifestent clairement le fait. *L'Express* est pour le Secrétaire d'Etat, *La Meuse* pour le Premier Ministre.

Au-delà de la controverse politique anglaise, c'est la question méditerranéenne, la Société des Nations et le sort de l'Europe qui sont au centre du débat. Pour *L'Express*, toujours à la remorque du *News Chronicle*, Chamberlain est vendu à la cause italienne, il est presque devenu un compère de Mussolini et de Franco (16). *La Meuse* est pour l'apaisement, *L'Express* est pour une résistance ferme.

Personne ne doute de la sympathie profonde de la *Gazette de Liège* pour l'Espagne de Franco et de son exécution des républicains. Elle ne cache cependant pas les visées italiennes et allemandes et comprend que la France et la Grande-Bretagne doivent défendre leurs intérêts vitaux dans la Méditerranée, assurer leurs liaisons, la première avec l'Afrique du Nord, la seconde avec Malte et Suez. Mais le vilain, c'est l'U.R.S.S. qui "veut pousser les deux groupes aux pires excès" (17). L'Angleterre a la sympathie du journal qui se réjouit de la conclusion de l'accord de Pâques 1938 et regrettera sa non-application pendant de nombreux mois.

Par contre, souhaitant un rapprochement franco-italien, à la suite de l'accord, elle accuse la France d'en avoir empêché la réalisation par l'ajournement de la désignation d'un ambassadeur auprès du Quirinal, et par l'augmentation des effectifs des troupes coloniales et surtout par les livraisons à "l'Espagne rouge". "On ferme les yeux en France sur tout transport à destination de l'Espagne rouge. Que de fois n'avons-nous pas appris que des camions avaient versé et que des caisses marquées "machines agricoles" contenaient des armes ... On sait pourtant que la victoire de Franco est certaine ... Mais voilà,

(15) *Journal de Liège*, 4 avril 1938, p. 1, c. 6-7.

(16) *L'Express*, 28 mars 1938, p. 1, c. 5-6, p. 3, c. 1.

(17) *Gazette de Liège*, 19 octobre 1937, p. 2, c. 6. L'opinion à l'Etranger.

la France est "empoisonnée" par l'accord passé avec Moscou ! Toute la politique européenne a été désaxée par les Soviets ..." (18).

Personne ne doute que *La Wallonie* défende avec vigueur et constance l'Espagne républicaine. En octobre 1937, elle espère le retrait des volontaires mais son espoir s'éteint, elle constate l'échec du Comité de non-intervention et elle multiplie les articles sur l'aide italienne à Franco. Un seul article suffira pour représenter clairement cette prise de position d'une netteté parfaite, un article du 5 avril 1938 signé Emile Vandervelde et intitulé *L'intervention italo-allemande en Espagne*. "Eia, Eia ... Alala !"

"C'est par ces cris ressemblant plus, dans les circonstances où ils furent poussés, aux clameurs d'une horde de cannibales qu'à une manifestation de civilisés appartenant à l'un des peuples les plus anciennement civilisés de la terre. C'est par ces cris que l'autre jour, le Club des Chemises noires italien qui persiste à s'appeler le Parlement italien, accueillait cette déclaration du général Valle, sous-secrétaire de l'aéronautique, exaltant l'efficiencie de l'aviation italienne et le rôle décisif qu'elle a joué en Espagne.

"Rôle décisif en effet si l'on fait la part des techniciens allemands, lorsqu'il s'est agi d'écraser sous la mitraille les défenseurs du pays basque et des Asturies; de pousser en direction de la mer, l'offensive de Franco, de cracher la mort sur les villes ouvertes, en pratiquant, avec une férocité inexpiable, l'assassinat collectif de populations inoffensives et sans armes.

"...Combien de temps cela va-t-il encore durer ? Attendra-t-on qu'il soit trop tard pour arracher, par la simple restitution de ses droits élémentaires, l'Espagne républicaine à l'étreinte de ses ennemis" (19).

L'Action wallonne, farouchement hostile à l'Allemagne, redoute une victoire de Franco qui renforcerait singulièrement les puissances totalitaires, l'Espagne serait inféodée à l'Axe Rome-Berlin (20). C'est sans surprise que l'on découvre les réactions des différents organes de presse liégeois face à l'attitude italienne dans la guerre civile espagnole.

(18) *Gazette de Liège*, 20 mai 1938, p. 1, c.6-7. L'Opinion à l'Etranger.

(19) *La Wallonie*, 5 avril 1938, p. 6, c. 5-6.

(20) *L'Action Wallonne*, 15 janvier 1939, p. 2, c.2, voir aussi 15 novembre 1938, p. 1, c.1-2, 15 février 1939, p. 2, c.2, 15 mars 1939, p. 1, c.1-5.

Comment sera jugée l'inertie italienne lors de l'Anschluss ? Pour *La Meuse*, "L'Italie a laissé faire" et elle reprend un article du *Messagero* : "L'Italie n'a pas entravé le cours fatal des événements". Le 14 mars, le commentaire sur la lettre d'Hitler à Mussolini est presque sympathique, c'est "une lettre d'un ton très curieux, d'une rédaction très personnelle, une lettre pleine d'une émotion que l'on comprend chez un homme venant de rentrer en triomphateur dans sa petite ville natale d'où il avait été banni pendant de longues années" mais l'essentiel c'est l'annonce par Hitler qu'après avoir tracé une nette frontière allemande du côté de la France, il en "trace une autre également du côté de l'Italie : c'est le Brenner" (21).

Le 18 mars, *La Meuse* regrette l'attitude de certains milieux politiques français qui ont gâché les amitiés de leur pays, "ils refusèrent obstinément de s'entendre avec M. Mussolini, ce "César de Carnaval" comme avait dit sans excès de courtoisie un des politiciens dont les vicissitudes parlementaires ont fait aujourd'hui le ministre des affaires étrangères" (22).

Le *Journal de Liège* vit d'illusions. Il constate la maîtrise de l'Allemagne, mais il croit en un sursaut d'indépendance de Mussolini, humilié d'être mis devant le fait accompli et d'être réduit à un rôle de second et le *Journal de Liège* ne doute pas que "trouvant Hitler un peu envahissant, il obéira à son intérêt en brisant l'axe auquel il se cramponne en ce moment" (23).

La disparition de l'Autriche catholique éprouve davantage la *Gazette de Liège*. Elle regrette vivement la passivité italienne, "Une Italie qui comme au bridge fait le mort" (24) et elle critique Mussolini qui "par dépit, par rancœur, par mauvaise humeur" n'a pas tenu ses promesses de 1934 (25). La versatilité de la politique italienne est condamnée (26). Quant aux deux journaux radical-socialiste et socialiste, ils n'ont que mépris pour les deux dictateurs, Mussolini étant relégué au second rang. *La Wallonie* reproduit, le 4 mai 1938, une caricature de Mussolini cirant les bottes d'Hitler, avec pour notice "Mussolini, je n'oublierai jamais ça", deux jours plus tard, une

(21) *La Meuse*, 14 mars 1938, p. 1, c. 1-2.

(22) *La Meuse*, 18 mars 1938, p. 1, c. 2.

(23) *Journal de Liège*, 21 mars 1938, p. 1, c. 1. Voir aussi 14 mars 1938, p. 2, c. 4 et 16 mars 1938, p. 1, c. 4.

(24) *Gazette de Liège*, 12 et 13 mars 1938, p. 1, c. 1. Edit. Demarteau.

(25) *Gazette de Liège*, 16 mars 1938, p. 2, c. 6.

(26) *Gazette de Liège*, 31 mars 1938, p. 2, c. 6-7.

autre caricature de H.P. Gassier et J. Sennep représentant les deux dictateurs habillés en fous, Mussolini dit à une infirmière : "...Il est complètement fou : il se croit Jésus-Christ ... si c'était vrai ... je le reconnaitrais bien ... je suis Dieu le Père" (27).

L'*Action wallonne* déplore que l'Italie n'ait pas tenu ses engagements et elle utilise la mort de l'Autriche pour condamner la politique de neutralité du gouvernement de Bruxelles. Le titre du 15 mars 1938 est révélateur : "Dieu protège l'Autriche ! (Allocution du Chancelier Schusnigg le 11 mars 1938). Dieu protège la neutre Belgique" et l'éditorial du même jour, *Dernier succès réaliste : l'Anschluss* exprime la même idée : "L'aventure de Schusnigg, qui lui aussi, n'avait à la bouche que le mot d'indépendance, montre ce que vaut une belle formule lorsqu'on a pour voisin Hitler".

Au cours de l'été 1938, après l'espoir déçu d'une amélioration des relations entre l'Italie et les deux puissances occidentales, l'inquiétude sur le sort de la Tchécoslovaquie tenaille les journalistes liégeois. L'Italie est aux côtés de l'Allemagne et on le regrette à Liège. Cependant, le "rôle médiateur de Mussolini" est jugé favorablement par la *Gazette de Liège* et *La Meuse*. Cette dernière loue surtout Chamberlain, un "grand gentleman" et rappelle les raisons du "resserrement de la collaboration de l'Italie avec l'Allemagne : "l'erreur de l'accord franco-soviétique, l'affaire éthiopienne, la guerre d'Espagne, la formation de blocs idéologiques" (28). Elle émet l'opinion que "le prix de la médiation de M. Mussolini" (à Munich), c'est en Méditerranée que, probablement il se trouve" où l'"on peut prévoir un condominium à trois entre l'Angleterre, la France et l'Italie, celle-ci réalisant en partie son rêve de la Mare Nostrum" (29).

La lecture de *L'Express*, au cours de ces journées tragiques, montre le désarroi de la rédaction. Le 17 septembre, dans un article *Entr'acte*, est évoqué l'élargissement de la conversation Hitler-Chamberlain. "Et si le dictateur italien venait lui aussi prendre une tasse de thé chez le "Kamarade Hitler", demanderait-on à l'autre dictateur, à celui qui gouverne l'ancien empire des Tsars de venir verser dans le breuvage fumant un peu de vodka ... On ne pense pas que

(27) *La Wallonie*, 4 mai 1938, p. 1, c.2-3 et 6 mai 1938, p. 1, c.2-3.

(28) *La Meuse*, 4 octobre 1938, p. 1, c. 2.

(29) *Id.*, 7 octobre 1938, p. 1, c. 2.

la participation du président Daladier à une conversation Chamberlain-Hitler est retenue. Et encore ! Plus tard on verra ..." (30). Le 29, *L'Express* se réjouit d'une entrevue à quatre. M. Daladier accompagnerait M. Chamberlain et M. Mussolini jouerait médiateur ... La médiation italienne est un moyen peut-être le seul, restant à l'Allemagne, pour ne pas aller jusqu'au bout de sa folie homicide. Munich serait-il le carrefour de la paix ? S'il était déjà le lieu d'un nouvel armistice, cela donnerait au monde un utile répit" (31).

Dès le lendemain, si le pacifisme de *L'Express* s'exprime dans une évocation de la tragique saignée de la nation française et des "stèles où s'alignent, implacables, les bataillons de noms" (32), un autre article est dans la ligne habituelle du journal et est une attaque violente des deux dictateurs, la médiation italienne n'est plus jugée avec sérénité. Les termes sont durs : "Ce n'est pas sans une certaine stupéfaction qu'on a appris que Hitler réclamait l'arbitrage de Mussolini. Cette idée est, révérence parler, à peu près celle du loup qui, dans un conflit avec le mouton, proposerait de promettre à la hyène la liquidation de ce différend. Les deux compères ont partie trop intimement liée pour que l'on puisse accorder à l'un, la moindre confiance quand est en jeu l'intérêt du camarade et compagnon. Et le Duce a d'ailleurs pris trop nettement position dès le début pour qu'on pense à lui faire crédit" (33).

Mussolini est le dernier homme à pouvoir émettre une opinion indépendante sur la question des Sudètes, lui qui opprime les Allemands du Tyrol qui ont bien plus de raisons de se plaindre que les Sudètes" qui n'ont déclaré la tyrannie tchèque insupportable que pour donner l'occasion à Hitler de tenter un mauvais coup ... Ce n'est pas là la moins bouffonne des comédies de la politique internationale" (34).

La Wallonie est meurtrie par "la lâcheté" de l'Europe à l'égard du peuple tchécoslovaque. Ce petit pays a été sacrifié à l'appétit du dictateur Hitler dont Mussolini est l'allié et le second. La rédaction liégeoise s'abstient de juger la médiation de Mussolini qui a fait reculer la guerre, mais Louis de Brouckère, René Delbrouck, Fr. Sainte s'indignent du sort imposé à la Tchécoslovaquie. Le correspondant

(30) *L'Express*, 17-18 septembre 1938, p. 1, c. 1-4.

(31) *Id.*, 29 septembre 1938, p. 1, c. 1-7.

(32) *Id.*, 30 septembre 1938, p. 1, c. 1.

(33) *L'Express*, 30 septembre 1938, p. 3, c. 6-7.

(34) *L'Express*, 30 septembre 1938, p. 3, c. 6-7.

parisien, l'auteur dramatique Paul Demasy, attribue le geste de Mussolini, sur les mobiles duquel l'on ne se fait pas la plus légère illusion, à la crainte d'une guerre qui aurait ruiné le régime fasciste, et c'est la certitude d'être abandonné par l'Italie qui a fait changer Hitler (35).

Quoi qu'il en soit, l'Axe Berlin-Rome sort renforcé de l'étonnante partie de bras de fer que fut la Conférence de Munich. La détentente espérée par Henri Chevalier, dans le *Journal de Liège*, "l'avènement d'une politique européenne collective, en un mot d'une paix durable et collective" (36) ne se réalisa pas, malgré les déclarations anglo-allemande et franco-allemande. Au contraire, le 30 novembre 1938, l'Italie ouvre une campagne de revendications à l'adresse de la France.

La francophilie de la presse liégeoise est bien connue. Celle de *L'Express*, de l'*Action wallonne* est sans faille, depuis le Front populaire celle de *La Wallonie* est inconditionnelle. Par contre, depuis le premier gouvernement de Léon Blum, *La Meuse*, le *Journal de Liège* et la *Gazette de Liège* montrent plus du tièdeur. Inquiets de la montée impressionnante de l'Allemagne hitlérienne, soucieux du renforcement des liens tissés entre l'Allemagne et l'Italie, ces journaux souhaitent un rapprochement entre les deux soeurs latines, au-delà du conflit idéologique. Lorsque retentissent en Italie les cris Tunisie, Djibouti, Corse, Nice, Savoie, un revirement se dessine. Il est très net dans le *Journal de Liège* qui condamne le "caractère agressif et menaçant de ces manifestations" (37), "exutoire du mécontentement ... du parent pauvre dans l'Axe Rome-Berlin" (38), "ces moyens de chantage et de pression ... cette tentative d'intimidation" n'énervent ni n'émeuvent les Français, ils renforcent au contraire l'autorité du gouvernement et l'unité du pays" (39). Les prétentions italiennes sont moquées. Toute la présentation, le choix des titres, de menus faits-divers témoignent de la prise d'une position ferme. Jusqu'en mars, chaque jour ou presque, on trouve dans le journal le titre "La tension franco-italienne".

(35) *La Wallonie*, 5 octobre 1938, p. 1, c. 6, p. 4, c. 5. P. Demasy. *La Semaine à Paris. Morale de l'histoire*.

(36) *Journal de Liège*, 1 et 2 octobre 1938, p. 1, c. 3-4-5.

(37) *Id.*, 5 décembre 1938, p. 2, c. 6.

(38) *Id.*, 12 décembre 1938, p. 2, c. 2.

(39) *Id.*, 26 décembre 1938, p. 2, c. 2.

Le revirement est moins marqué dans *La Meuse*. La première manifestation avec les cris de Tunisie, d'autres disent aussi Corse et Djibouti, n'a rien qui doive surprendre. "Elle ne date dans le vaste courant né du Risorgimento ni de cette soirée, ni de cette année". Ce qui peut étonner, c'est le moment, à la veille du voyage de Chamberlain à Rome (40). Quinze jours plus tard, *La Meuse* présente encore les faits sans prendre parti et toujours avec une prédilection pour la politique de Chamberlain. Elle espère que "le temps aidant et la bonne volonté", les haines et inimitiés "qui opposent aujourd'hui les deux grands pays latins, il y a vingt ans amis et alliés" finiront par s'éliminer et que ces deux pays auront oublié leurs querelles avant vingt ans (41), souhait qu'elle exprime encore le 26 décembre (42). Mais après le voyage de Daladier en Tunisie et en Corse, *La Meuse* prend nettement parti pour la France (43).

Le 31 mars, lors du duel oratoire Daladier-Mussolini, elle loue avec emphase l'éloquence de Daladier. "Quelle harmonie dans la construction ! Quelle intelligence claire ! Quel sûr cheminement vers le coeur et vers l'esprit de l'auditeur ! Et une fois de plus, M. Daladier nous a montré ce qu'est le génie français, pareil à lui-même à travers tous les régimes, élaboré par des siècles de civilisation, retrouvant toujours à point nommé ses traditionnels équilibres. Un génie qui en appelle à tout coeur humain, précisément parce qu'il ne se laisse point détourner de l'importance primordiale de la personne humaine. Ce génie français, au devenir d'une tumultueuse philosophie, oppose avec une force tranquille et éprouvée l'"être" ..." (44). Le lendemain, le commentaire du discours de Mussolini est ironique (45). La rédaction de la *Gazette de Liège* est divisée. Elle ne voit d'abord dans cette affaire que gaminerie (46), que manifestation de gamins (47), qu'une tempête dans un verre d'eau (48), mais le lendemain, 6 décembre 1938, elle titre "L'inconvable langage du *Giornale d'Ita-*

(40) *La Meuse*, 2 décembre 1938, p. 1, c. 1.

(41) *Id.*, 19 décembre 1938, p. 1, c. 1.

(42) *Id.*, 26 décembre 1938, p. 1, c. 1. Elle regrette "la polémique entre la France et l'Italie, filles aînées d'une même civilisation".

(43) *Id.*, 16 janvier 1939, p. 1, c. 2.

(44) *Id.*, 31 mars 1939, p. 1, c. 2.

(45) *Id.*, 1 et 2 avril 1939, p. 1, c. 2.

(46) *Gazette de Liège*, 5 décembre 1938, p. 2, c. 7.

(47) *Id.*, 12 décembre 1938, p. 1, c. 7.

(48) *Id.*, 5 décembre 1938.

talia (49) et chapeaute, le 15, la déclaration de la France qu'elle ne cèdera pas, du titre "M. Mussolini, vous voilà prévenu" (50).

Le 12 janvier 1939, Albert Dessart, italoophile marqué, présente les griefs des Italiens en Tunisie. Ils veulent renégocier leur statut dans ce qui n'est qu'un protectorat français. Cette demande a une importance considérable : le fascisme est la volonté de ressusciter l'Empire romain et la Tunisie occupe une place stratégique en Méditerranée. Au surplus, au cas de dislocation de l'Empire colonial français, l'Italie veut poser un jalon (51).

Le 16 février 1939, le même journaliste se fait l'interprète des thèses italiennes et expose les raisons de son attitude revendicatrice : pas de colonie en 1919, les sanctions, l'action de la France en Espagne qui "porta au comble l'irritation des Italiens", que la France cède Djibouti — car faire de Djibouti, comme *Le Temps*, la plaque tournante de son empire colonial, "la plaisanterie est un peu forte" que la France abandonne la Somalie à l'Italie, elle s'attirerait sa reconnaissance et un rapprochement des deux Etats serait possible (52).

Le chroniqueur de la rubrique "Opinion à l'étranger", V. Moremans, est d'un avis opposé. Dès le 13 décembre 1938, il écrit que l'argumentation française convaincra les gens de bonne foi" (53). Il attribue à Ciano les errements de la politique italienne, Mussolini étant victime de son entourage. Ils n'ont pas prévu les réactions françaises. Les Italiens sont d'ailleurs très mal renseignés et de rappeler l'erreur de Mussolini qui a permis à "un agitateur belge (Degrelle) d'utiliser la radiophonie italienne pour sa vilaine besogne" (54).

La *Gazette de Liège* est déchirée et sa rédaction, qui manque d'homogénéité, éprouve de la peine à choisir entre les "deux soeurs latines".

Ce n'est évidemment pas le cas de *L'Express* qui avait déjà ridiculisé des manifestations irrédentistes antérieures. Le discours de Ciano du 30 novembre 1938 ouvre une période au cours de laquelle, par des articles et des caricatures, *L'Express* se moque des préten-

(49) *Gazette de Liège*, 6 décembre 1938.

(50) *Id.*, 15 décembre 1938, p. 1, c. 3-5.

(51) *Gazette de Liège*, 12 janvier 1939, p. 2, c. 3-5. *Le protectorat de Tunisie, Les griefs d des Italiens*, art. Alb. Dessart.

(52) *Id.*, 16 février 1939, p. 2, c. 3-5. *Entre la France et l'Italie, la réconciliation est-elle possible ? Les griefs des Italiens*, art. Alb. Dessart.

(53) *Id.*, 13 décembre 1938, p. 2, c. 7.

(54) *Id.*, 5 décembre 1938, p. 2, c. 7.

tions italiennes, "de cocasses rodomontades" (55). Les Italiens "sont des enfants de la louve qui ont dents longues et ventres maigres" (56). Un régime de tyrannie amuse son peuple par ces revendications, ainsi il ne pense pas à conspirer (57). Elles ont d'ailleurs pour résultat de renforcer l'unité des Français pour mieux combattre le fascisme (58). De nombreux articles sont consacrés à la Tunisie, "bastion de l'Empire français" (59).

La Wallonie réserve, elle aussi, une place importante aux revendications italiennes qu'elle ridiculise également. Mais il faut noter qu'au moment des premières manifestations, Daladier veut briser les grèves par le recours à l'armée, ce que condamne le journal, préoccupé aussi par l'affaire de Burgos qui divise le monde socialiste.

Un article de Paul Demasy : *Concerto italien*, illustre bien ce mépris profond pour l'irréductibilité italienne et l'attachement à la latinité que Mussolini trahit par sa soumission à l'ordre germanique (60).

C'est aussi à l'Allemagne que Jexas attribue cette offensive italienne. Hitler veut détourner Mussolini de ce qui se prépare à l'Est de l'Europe, car la prochaine étape pangermaniste est la Pologne, et c'est une opération indirectement dirigée contre l'Italie (61).

La Wallonie est convaincue du bon droit de la France qui, cette fois, résistera avec vigueur : "Il n'y aura pas de Munich dans l'affaire méditerranéenne. Pas un pouce de l'Empire colonial français ne sera cédé à l'Italie" (62).

La profonde amitié de l'*Action wallonne* pour la France s'exprime lorsque celle-ci est l'objet des exigences italiennes. Celles-ci sont la conséquence de la néfaste politique de Munich, "des concessions systématiques aux puissances totalitaires". La volonté de conquête des dictateurs est insatiable. Mais les populations de Corse et de

(55) *L'Express*, 5 et 6 décembre 1938, p. 1, c. 1 et 2.

(56) *Id.*, 3 décembre 1938, Billet parisien, La menace italienne, p. 3, c. 5.

(57) *Id.*, 5 et 6 décembre 1938, p. 1, c. 1-2.

(58) *Id.*, 7 janvier 1939, p. 1, c. 3-4, p. 3, c. 5-6 et 14 janvier 1938, p. 1, c. 4.

(59) *Id.*, 5 janvier 1939, p. 1, c. 5-7, p. 2, c. 3; 6 janvier 1939, p. 1, c. 1-2, p. 3, c. 1-2. La France ne permettra jamais qu'on touche à la Tunisie, bastion de son Empire, art. de René La Bruyère, Membre de l'Académie de Marine.

(60) *Id.*, 10 et 11 décembre 1938, p. 1, c. 1; p. 3, c. 3, *Concerto italien*, par Paul Demasy.

(61) *La Wallonie*, 13 décembre 1938, p. 1, c. 5-6-7 et p. 3, c. 5-6.

(62) *Id.*, 11 janvier 1939, p. 1, c. 1, p. 3, c. 4-5, P. DEMASY, *La réaction du Condottiere*.

Tunisie ont acclamé Daladier et montré leurs sentiments véritables et inaltérables envers la France. Celle-ci "a conservé son sang-froid et a traité par le mépris les injures excessives" (63).

Ainsi les revendications italiennes adressées à la France avaient réalisé une quasi unanimité de la presse liégeoise. Le coup de force sur l'Albanie renforcera l'opposition à la dictature de Mussolini.

Les adversaires inconditionnels, *L'Express* et *La Wallonie* ont tiré parti de l'agression du 7 avril 1939 pour stigmatiser le régime fasciste et son chef. On accuse la mégalomanie du Duce (64). *La Wallonie* est scandalisée par l'agression de Mussolini qui "en bon chrétien" attaque l'Albanie un Vendredi-Saint. Paul Demasy insiste beaucoup sur le jour dans son article "Pâques sanglantes". "Les Parisiens ont reçu un coup dur ce Vendredi-Saint. M. Mussolini a commémoré la Passion, le crucifiement, la mort du Christ à sa façon ... Qu'une nation latine et chrétienne se charge du crime d'attaquer non plus des nègres plus ou moins barbares, mais un petit peuple européen, inoffensif, isolé dans ses montagnes, ceci achève et parfait les démonstrations du principe encore douteux : Dictature égale Régression de la civilisation" (65). Mais Victor Serge s'indigne de l'hypocrisie religieuse et constate que "le brigandage s'est installé au milieu des nations du plus vieux continent civilisé" qu' "En plein jour ... les dictateurs font égorger les peuples faibles". "L'hypocrisie cependant dépasse les limites du grotesque. On entend la T.S.F. exprimer l'indignation des croyants de Grande-Bretagne et d'ailleurs à l'idée que Mussolini fasciste fasse assassiner les pauvres gens de Durazzo, de Valhona, de Triana, un Vendredi Saint.

Décemment, il eût dû attendre le samedi, interrompre les bombardements le dimanche, jour du Seigneur. A ce prix, un certain nombre de Chrétiens l'eût jugé il faut croire avec plus d'indulgence" (66).

La catholique *Gazette de Liège* condamne l'agression, mais aucun éditorial ne lui est consacré. Si le correspondant de Yougoslavie,

(63) *L'Action wallonne*, les articles de G.A. Detry, 15 décembre 1938, p. 1, c. 1-2, et 15 janvier 1939, p. 1, c. 3-4 et p. 2, c. 2.

(64) *L'Express*, 9 avril 1939, p. 1, c. 1, 10 et 11 avril 1939, p. 1, c. 4-5.

(65) *La Wallonie*, 12 avril 1939, p. 1, c. 1-2, p. 3, c. 3-4. *La Semaine à Paris*, P. DEMANY, Pâques sanglantes.

(66) *La Wallonie*, 15 et 16 avril 1939, p. 10, c. 1, Victor SERGE, Langage de raison.

V.L. Anthony, attaque Zoglov, "personnalité plus que suspecte" (67), les commentaires de la Rédaction sur les déclarations italiennes sont défavorables à Mussolini et ceux de V. Moremans sont durs : "L'Italie vient donc "protéger" l'Albanie et pour démontrer combien elle aime les Albanais, elle les attaque à coups de canon. Et les Albanais résistent. Ah ! elle est belle la morale internationale, si M. Mussolini se met aussi à déchirer les traités qu'il a signés comme s'il s'agissait de vulgaires chiffons de papier ..." (68). La condamnation est formelle. "Cette agression contre un petit pays dressera l'opinion mondiale contre l'Italie bien plus encore que la campagne d'Éthiopie où d'aucuns admettent encore le bien-fondé d'une campagne anti-esclavagistes. Mais ce n'est pas le cas ici" (69). Le lendemain, sous la plume du même présentateur de la presse étrangère, le thème du Vendredi Saint est traité avec la même passion que dans le journal socialiste.

"Vendredi-Saint ! Voilà le jour que les Italiens choisissent pour aller porter la désolation, la ruine dans un pays qui ne leur a rien fait.

Vendredi-Saint, le jour où les Chrétiens se recueillent et prient, l'Italie fasciste a assailli les Albanais, semant la mort autour d'elle, sous prétexte de les protéger.

Vendredi-Saint, les mères de l'Albanie ont pleuré leurs fils tués par les italiens qui se disaient leurs amis.

Et lorsque sonneront les cloches de Pâques, on entendra le crépitement des mitrailleuses italiennes, les mitrailleuses des "pacificateurs" (70).

La Meuse informe ses lecteurs du débarquement des troupes italiennes en Albanie sur quatre colonnes d'articles d'origine italienne (71), le lendemain, sous le titre "L'agression du Vendredi-Saint", elle est discrète, réservant à l'Angleterre le droit de juger ce changement au statu quo méditerranéen et déclarant que cela ne vaut pas la peine de faire la guerre pour un si petit pays, vu qu'on ne l'a pas fait pour le bastion de Bohême (72).

(67) *Gazette de Liège*, 10-11 avril 1939, p. 1, c. 6-7.

(68) N.D.L.R., *Id.*, p. 3, c.4.

(69) *Id.*, 8-9 avril 1939, p. 2, c. 6.

(70) *Gazette de Liège*, 8-9 avril 1939, p. 2, c. 6.

(71) *La Meuse*, 7 avril 1939, p. 3, c. 3-6.

(72) *Id.*, 8 et 9 avril 1939, p. 1, c. 1 et 2. L'agression du Vendredi-Saint. Sa résistance lui vaudra le respect de ses vainqueurs.

L'attitude du *Journal de Liège*, comme lors de la tension franco-italienne, est beaucoup plus nette. Le choix des titres manifeste son indignation devant "la lâcheté" et la "perfidie" italiennes et son admiration pour le courageux peuple albanais (73). Henri Chevalier, dans un article intitulé *La Civilisation en péril*, condamne l'Italie mussolinienne qui a adopté les méthodes hitlériennes, stigmatise "la ruée d'un peuple de 44 millions d'hommes sur une nation d'un million d'hommes, heureux de vivre, confiants dans la parole donnée" (74) et Chevalier s'érige en juge sévère du fascisme italien. "La Barbarie marque désormais l'Axe Rome-Berlin. N'y a-t-il pas dans l'activité belliqueuse de l'Italie contemporaine que le désir de suivre servilement l'exemple allemand ? Non sans doute car le fasciste est tout entier tourné vers la guerre qu'il glorifie" (75).

L'Action wallonne qui juge durement l'agression, l'utilise habilement à ses fins propres. Les yeux doivent s'ouvrir. "Trop longtemps on s'est bercé de prétextes pour détourner les yeux de la réalité. Quand l'Italie a envahi l'Ethiopie, on a dit : "Ce n'est rien, ce sont des nègres !". Pour l'Espagne, on a dit : "Ce sont des communistes". Pour la Tchécoslovaquie : "C'est une racaille bolchévique !". Mais la liste des excuses facile est épuisée. Et l'heure est venue de choisir" (76).

Ou accepter l'impérialisme de l'Axe et on maintient la neutralité ou réagir et on s'appuie sur la France et la Grande-Bretagne. Un article de Jean Rey : *La neutralité c'est le suicide*, exprime clairement cette idée (77).

Ainsi les réactions devant les liens de plus en plus étroits entre Rome et Berlin doivent être examinées. Ces liens vont d'ailleurs être concrétisés dans le fameux Pacte d'Acier du 22 mai 1939. Depuis la visite triomphale de Mussolini en Allemagne, qui ouvrit cette étude, les victoires successives d'Hitler ont modifié le rapport des forces et la presse liégeoise n'a cessé d'insister sur la supériorité de l'Allemagne hitlérienne, Mussolini n'est plus qu'un "parent pauvre dans l'Axe Ro-

(73) *Journal de Liège*, 8 avril 1939, p. 1, c. 6-7; p. 3, c. 4-7; 9 et 10 avril, p. 1, c. 6-7, p. 3, c. 4-5-6, *Le Calvaire de l'Albanie*.

(74) *Id.*, 9 et 10 avril, p. 1, c. 3-4-5, p. 2, c. 7.

(75) *Ibid.*

(76) *L'Action wallonne*, 15 avril 1939.

(77) *Id.*, 15 avril 1939, p. 1, c. 2, J. Rey, *La neutralité c'est le suicide*.

me-Berlin" (78). Sans doute espère-t-elle que la jalousie aidant, le Duce se séparera du Führer, que l'Axe se brisera. Les deux soeurs latines se retrouveront, la Latinité sera libérée de l'emprise germanique, la paix sera sauvée. On constate, effectivement, qu'une place plus grande est réservée aux différends qui opposent les deux dictateurs plutôt qu'aux accords qui les lient. Aussi la signature du Pacte d'Acier est un coup dur pour ceux qui persistaient à espérer une rupture entre les deux Etats.

Une réelle hostilité à l'Allemagne anime tous les journaux, à l'égard de l'Italie, l'hostilité de *La Wallonie* et de *L'Express* est aussi ferme, mais *La Meuse* et la *Gazette de Liège* sont plus nuancées, tandis que le *Journal de Liège*, dont l'anti-fascisme a été renforcé par les mesures racistes de la seconde moitié de 1938 occupe une position moyenne. Ce journal se bornera à reproduire les dépêches d'agence et les informations brutes concernant la conclusion du Pacte d'Acier. *La Meuse* juge ce pacte "un mariage de raison" et elle écrit curieusement le 23 mai 1939, "on est presque tenté de pousser un soupir de soulagement en apprenant que désormais un traité lie les deux dictateurs et de se dire : "Maintenant, attendons qu'il soit dénoncé" (79). Espoir de dénonciation que partage la *Gazette de Liège*. Lors des conversations de Milan du 6 mai 1939 entre Von Ribbentrop et Ciano, le pacte négocié, "simple consécration d'un état de fait" ne l'inquiète pas trop. "Il est dans l'habitude de l'Allemagne de dénoncer les pactes et de déchirer les chiffons de papier et dans celle de l'Italie d'être infidèle aux alliances... et il n'est peut-être pas trop hasardeux d'espérer que cette alliance et ce pacte soient un gage de paix" (80). N'empêche qu'une fois le Pacte signé, le correspondant d'Allemagne, J.L. Mowrer, insiste sur la rigidité de l'accord, les deux pays étant liés "à la vie à la mort", mais pour aboutir il a fallu vaincre, du côté italien, des obstacles "surgis en très haut lieu", c'est-à-dire à la Cour (81).

Pour *L'Express*, les Italiens ont été manipulés par le machiavélisme allemand, leur campagne irrédentiste a détourné les yeux de Berlin (82). Le discours de Mussolini à Turin le 16 mai, où il réaffirme

(78) *Journal de Liège*, 12 décembre 1938, p. 2, c. 2.

(79) *La Meuse*, 23 mai 1939, p. 1, c. 1.

(80) *Gazette de Liège*, 9 mai 1939, p. 2, c. 6.

(81) *Id.*, 26 mai 1939, p. 1, c. 6-7.

(82) *L'express*, 16 décembre 1938, p. 1, c. 1-2.

“le caractère permanent de la politique de l’Axe” est l’occasion de vives attaques contre “un plaisantin” qui a oublié son passé socialo-anarchiste et le rôle bienveillant de la France envers son pays et *L’Express* de conclure : “Mussolini a conquis l’Ethiopie et l’Albanie, mais il a laissé les Germains reprendre pied en Italie. Et probablement y a-t-il à Turin et ailleurs des patriotes qui se demandent s’il ne faudrait pas une nouvelle expédition française pour expulser de la vallée du Pô les inquiétants amis du nouveau Picrochole” (83). Et le Pacte conclu, de titrer : “Les menottes d’acier de Berlin” (84), l’article consacré à la soumission de l’Italie fasciste, à la traîne du Reich. Le 15 juillet, un éditorial aura d’ailleurs pour titre “Le Duce est le domestique de son maître hitlérien” (85).

La Wallonie, sous la plume de Jexas, a cru découvrir des “symptômes de désarroi au sein de l’Axe”, des divergences entre l’Allemagne et ses amis, un rapprochement germano-russe dirigé contre l’Angleterre aux dires du correspondant du *Times* à Rome. Le Pacte d’Acier ruine ces espoirs et le journal se borne à reproduire les dépêches d’agence DNB et Havas.

C’est dans *L’Action wallonne* que le Pacte d’Acier a peut-être le plus de retentissement. Les vagues espoirs déçus d’un relâchement de la collaboration entre les deux dictateurs, exprimés au lendemain de la visite d’Hitler en Italie au printemps 1938 se sont évanouis au fil des mois (86). La conclusion du Pacte sonne le glas de l’Italie, asservie à l’Allemagne. Fernand Dehousse est sombre et dur pour l’Italie. “Le Duce s’est mis sous la coupe du Führer et l’on se demande si bientôt, sur la liste des pays rayés de la carte européenne par le troisième Reich, il ne faudra pas pratiquement inscrire le nom de l’Italie. Par ce pacte, le troisième Reich a lié pieds et poings l’Italie et veut l’entraîner à sa suite” (87).

Dans l’appréciation de la politique étrangère de l’Italie par les journaux liégeois, les préoccupations de politique intérieure belge ont toujours été présentes. La politique intérieure italienne n’a jamais cessé non plus d’influencer les rédactions. La haine du fascisme est ancrée au coeur des collaborateurs de *La Wallonie*, de *L’Express*

(83) *L’Express*, 17 mai 1939, p. 1, c. 1-2. *Un Plaisantin*.

(84) *Id.*, 25 mai 1939, p. 1, c. 5-6. *A la traîne. Les menottes d’acier de Berlin*.

(85) *Id.*, 15 juillet 1939, p. 1, c. 1-2.

(86) *L’Action wallonne*, 15 mai 1938, p. 2, c. 3. G.A. DETRY, *L’Axe*.

(87) *Id.*, 15 juin 1939, p. 1, c. 2. F. DEHOUSSE.

et de *L'Action wallonne*. Le réflexe anti-fasciste joue de plus en plus à mesure que la menace soviétique diminue en France et en Espagne. Des rédacteurs de *La Meuse* et de la *Gazette de Liège* ne sont pas insensibles aux réalisations spectaculaires du régime. Il n'est pas dans notre intention d'étudier les réactions de la presse liégeoise devant le fascisme mais de nous borner aux appréciations des journaux face aux mesures raciales prises en 1938 et 1939. Ces mesures, — dans l'esprit des socialistes — sont presque toujours liées aux relations de l'Italie avec l'Allemagne et ces réactions rentrent ainsi dans le cadre de notre recherche.

La Wallonie s'insurge contre la brutale persécution raciste qui frappe la population juive d'Italie, *L'Express* est aussi sévère, Mussolini est ici encore à la traîne d'Hitler (88). *L'Action wallonne* insiste sur l'inféodation à l'Allemagne, dont cet anti-sémitisme n'est qu'un aspect : "Nous connaissons pas mal de vieux amis, de vieux amoureux de l'Italie qui n'arrivent plus à cacher l'atroce déception que leur cause la politique actuelle de ses dirigeants. Qu'il s'agisse de la persécution des Juifs italiens, bien inoffensifs, cependant, de l'adoption du pas de l'oie par cette armée si habituée à courir devant ses ennemis, de la transformation de la douce terre italienne en colonie allemande, tout cela est proprement écoeurant. D'autant plus que ces imitations des moeurs barbares de l'Allemagne se font avec une servilité bien peu dans la note de la tradition latine" (89).

Le Journal de Liège s'étonne de la publication du premier numéro de "Défense de la Race" : une infime minorité de 44.000 juifs persécuterait 44 millions d'Italiens (90). Comme *La Meuse* et la *Gazette de Liège*, il lie cette radicalisation à la volonté de séduire les Arabes. La *Gazette de Liège* regrette que Mussolini se laisse entraîner par Hitler "dans une voie semée d'écueil" (91), elle espère cependant dans le bon sens du "peuple italien, peuple latin par excellence, peuple chrétien aussi. ... mal préparé par sa culture à des excentricités dont s'accommodent mieux les races germaniques d'ascendance païenne" (92). Le 2 septembre, sans commentaire, elle annonce que tous les juifs, entrés en Italie après le

(88) *L'Express*, 26 août 1938, p. 1, c. 1-2.

(89) *L'Action Wallonne*, 15 mai 1939, p. 4, c. 1.

(90) *Journal de Liège*, 16 août 1938, p. 1, c. 3-5. Henri CHEVALIER, *Le racisme fasciste. Quels sont ses véritables mobiles ?*

(91) *Gazette de Liège*, 16-17 juillet 1938, p. 2, c. 6-7.

(92) *Id.*, 29 juillet 1938, p. 2, c. 6-7.

1er janvier 1919 seront expulsés du pays et des colonies dans les six mois (93). Elle remarque cependant le 7 septembre que "ces mesures n'ont pas le caractère intolérant et odieux qu'elles ont pris en Allemagne" (94) et elle oppose les deux peuples allemand et italien. "Où l'Allemand se jette, à corps perdu, à âme chavirée, dans la métaphysique et les rêveries grandioses, l'Italien ne voit que calculs, diplomatie, combinaisons. Le racisme hitlérien est une mystique assurément. Il se pourrait que le fascisme mussolinien ne fût qu'une mystification" (95). Joseph Demarteau consacre un éditorial "Contre le racisme" à la suite de la publication des instructions du Cardinal Van Roey sur le mystère du sang dans l'économie du salut, dans les *Collectanea Mechliniensia*, il mentionne le sermon récent de l'Archevêque de Milan, mais le nom de l'Italie n'apparaît cependant pas dans l'article (96).

Si l'on s'efforce de synthétiser les prises de position des journaux liégeois à l'égard de la politique étrangère de l'Italie au cours de ces vingt mois, on peut dégager les conclusions suivantes.

Deux journaux, *L'Express* et *La Wallonie* condamnent durement et sans appel toutes les décisions du gouvernement fasciste. L'opposition au régime est totale, qu'il s'agisse d'entreprises économiques, de réformes sociales, de conquêtes coloniales ou de diplomatie. L'Italie est à la traîne de l'Allemagne. Les ambitions de l'Axe sont un danger pour la paix, le Pacte d'Acier enchaîne les deux Etats, dont les chefs sont la cible d'articles et de caricatures féroces. Le peuple italien ne peut faire entendre sa voix et il est la grande victime de la volonté impérialiste d'un clan oppresseur. La sympathie pour la France, dont *La Wallonie* critique cependant le manque de fermeté, est partagée par *L'Action wallonne*. Antifasciste elle aussi, elle a nourri discrètement, jusqu'au Pacte d'Acier, l'espoir de voir l'Italie, ce vieux pays latin, rejoindre la France et l'Angleterre.

Le *Journal de Liège* souhaite aussi ce rapprochement, il garde pour l'Italie profonde, pour la grande soeur latine, une réelle sympathie, mais il est adversaire déterminé de tout régime dictatorial. Aux considérations idéologiques libérales s'ajoute la crainte de l'autarcie économique, frein aux échanges d'affaires.

(93) *Gazette de Liège*, 2 septembre 1938.

(94) *Id.*, 7 septembre 1938, p. 2, c. 6. L'idée est reprise un mois plus tard : "prescriptions moins draconiennes".

(95) *Ibid.*

(96) *Id.*, 18 novembre 1938, p. 1, c. 1-2, p. 2, c. 1-2.

La Meuse garde longtemps une réelle sympathie pour l'Italie, alliée de la Grande Guerre et elle regrette la rupture entre les deux grands états latins pour des raisons idéologiques, source d'innombrables malentendus. Très réservée à l'égard de la France du Front populaire, ralliée à la politique d'apaisement de l'Angleterre de Chamberlain, elle n'est pas animée par une opposition viscérale au fascisme.

A mesure que la situation internationale se dégrade, et que l'extrême-gauche perd le pouvoir en France, ce journal d'information, dont l'hostilité à l'Allemagne est nette, espère dans une séparation des deux dictateurs.

La bienveillance à l'égard de l'Italie anime longtemps la *Gazette de Liège*. Sa rédaction est divisée, le directeur Joseph Demarteau occupe une position centrale entre un Albert Dessart fidèle admirateur de Mussolini et un Victor Moremans, critique intermittent. Des excuses, des circonstances atténuantes sont accordées aux démarches désagréables de l'Italie. Les regrets sont vifs de l'inféodation à l'Allemagne. Le soutien du fascisme italien à Léon Degrelle, qui a sapé le parti catholique, est un reproche maintes fois exprimé.

Ainsi revenons-nous à l'inextricable liaison entre les deux domaines de la politique étrangère et de la politique intérieure tant en Italie qu'en Belgique, dans les jugements de la presse liégeoise.

C'est là une constante. Qu'il s'agisse de l'Allemagne de Bismarck, de la France de Poincaré, de l'Alerte de 1875 ou de l'Occupation de la Ruhr, des menaces de guerre en 1914 ou des tensions en 1939, la presse liégeoise analyse les faits, informe ses lecteurs, commente les événements en fonction de considérations partisans.

On a souvent insisté sur la place modeste que l'opinion publique accorde aux grands problèmes internationaux. Au cours de ces vingt mois, la presse, sinon l'opinion publique, qu'il faudrait tenter d'appréhender autrement, accorde une place considérable, quelquefois énorme, aux événements dramatiques : l'Anschluss, Munich, l'Irrédentisme italien, l'Albanie et que sera-ce en août et septembre 1939 !

Cet intérêt de la presse pour ces problèmes a-t-il des conséquences sur la direction de la politique étrangère de notre pays ?

Question délicate à résoudre : quels sont les rapports entre la presse et les milieux parlementaires liégeois, ceux-ci sont-ils suffisamment puissants pour peser sur les décisions du gouvernement à Bruxelles ou à Rome ? Désiré Horrent, directeur du *Journal de Liège*, est député libéral; Georges Truffaut, député socialiste, et Jean Rey,

député libéral sont collaborateurs de *L'Action wallonne*, mais il ne paraît pas que ce soient les relations italo-belges qui les aient surtout préoccupés, car ils sont bien plus tenaillés par les inquiétudes allemandes et c'est sur la condamnation de la politique de neutralité à l'égard de l'Allemagne qu'ils se sont surtout prononcés.

Quant au gouvernement italien, il n'était certes pas indifférent aux journaux liégeois car il y avait de nombreux Italiens à Liège, et il était très attentif à toutes les prises de position de la presse belge, nationale ou régionale, mais là-dessus, M. Balace vous en dira plus.

Enfin, y a-t-il une sensibilité liégeoise particulière à l'égard de l'Italie ? Il faudrait étendre cette enquête à la presse bruxelloise et wallonne pour se prononcer. On peut cependant, en guise de conclusion, affirmer que l'espoir restait tenace de voir la "soeur latine" se comporter au jour du danger comme en 1915 et d'assister à la rupture d'un Axe détesté.

... (text is very faint and illegible)

... (text is very faint and illegible)

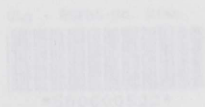
... (text is very faint and illegible)

... (text is very faint and illegible)

... (text is very faint and illegible)

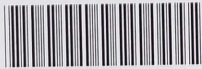
... (text is very faint and illegible)

... (text is very faint and illegible)





ULg - BGPhL-Sc. hist



500600522

